

## Réponse à la consultation publique de la CRE du 24 mai 2016 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité 24/06/2016

### Qui sommes-nous ?

HESPUL est une association à but non-lucratif dont l'un des objets et métiers spécifiques est la promotion de la filière photovoltaïque raccordée au réseau que nous avons introduite pour la première fois en France dès 1992, puis activement contribué à développer à travers notamment de nombreux programmes de démonstration de l'Union Européenne.

En outre, à travers notre participation à différents programmes de recherche et de démonstration ayant trait à la thématique des « réseaux intelligents » de niveau national tels que Esprit (avec EDF-R&D et le CEA) et GreenLys (avec notamment ERDF, GEG, GDFSuez) ou européens tels que « Smart Cities » (projet TRANSFORM avec le Grand Lyon et ERDF, projet CITYZEN avec GEG et Atos), nous sommes en contact permanent avec des gestionnaires de réseaux de distribution et des autorités concédantes.

Hespul participe également au comité de concertation des producteurs (CCP) depuis sa création pour y représenter les producteurs photovoltaïques non-professionnels et entretient une relation constante avec ces producteurs à travers son centre ressources sur le photovoltaïque.

### Remarques préalables

Hespul salut les efforts de la CRE pour mener à bien cette concertation en dehors de la période estivale, ayant posé problème en 2015 ; néanmoins, l'actualité des concertations particulièrement dense du mois de mai en ce qui concerne la filière photovoltaïque ne nous laisse pas la possibilité de répondre dans le détail que nous aurions voulu. Par ailleurs, la profondeur de l'analyse réalisée par la CRE dans le contexte de la consultation nous semble pertinent et a même d'encourager les acteurs à apporter des réponses étayées.

Nous sommes à la disposition de la CRE pour échanger plus en profondeur sur les sujets adressés par les questions 2, 21 et 22 et 34.

### Réponses aux questions posées et commentaires

Question 1: Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?

OUI – l'évolution des coûts de la filière photovoltaïque, et donc le développement de l'autoconsommation et de l'autoproduction sont tel qu'un ré-examen au bout de 2 ans semble indispensable, particulièrement dans le contexte des expérimentations ouvert par la loi TEPCV.

Question 2: Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?

OUI – mais les conditions financière doivent être acceptables, et l'articulation avec la notion de « réseau fermé » doit être étudié de près.

Question 21: Avez-vous des remarques sur les nouvelles règles proposées ?

Question 22: Faut-il prévoir des modalités transitoires pour l'application de ces nouvelles règles ? Si oui, pouvez-vous préciser quels moyens devront être mis en oeuvre et les échéances associées ?

La mise en place de cette méthodologie pourrai éventuellement permettre de réduire le problématique des autoproducteurs confronté a une facturation de l'énergie réactive, du fait de leur nouveau statut de producteur, malgré un maintient a l'identique de consommation d'énergie réactive avant/après la mise en service de leurs unités de production, par un comptage au pas horaire, a condition que cette facturation soit mise en parallèle avec les périodes d'injection. Il conviendra d'examiner les possibilités offert par les compteurs d'énergie réactive et énergie active a courbe de charge pour ceci.

Question 28: Etes-vous favorable au maintien de la possibilité de souscrire la puissance par pas de 1 kVA pour les utilisateurs équipés d'un compteur adéquat ?

Question 29: Etes-vous favorable à la suppression des plages de puissance en BT  $\leq 36$  kVA ?

Les tarifs d'électricité sont actuellement dégressifs, du fait de la part fixe (constituée notamment de la part fixe du TURPE), ce qui revient à cautionner certains usages irrationnels de l'électricité (principalement le chauffage électrique) et à faire payer le prix en partie aux usagers ayant de petits abonnements. Hespul attend du TURPE 5 qu'il prenne en compte cette problématique en modulant la part fixe du TURPE en fonction de la puissance souscrite pour les usagers de puissance inférieure à 36kVA de manière plus franche que cela n'est fait aujourd'hui.

Une attention particulière devra être apporté a la distinction  $<6$ kVa /  $+6$ kVA vis a vis de l'équilibre de consommation et production sur les phase et le signal envoyé aux utilisateurs. La capacité des branchements existant n'étant pas toujours a la hauteur des dimensionnements pratiqué il pourrai enduire les utilisateurs en erreur quand a leur capacité de changer de puissance en soutirage / en injection sans travaux.

Question 30: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT  $\leq 36$  kVA ?

L'utilisateur ne choisie pas le calendrier de déploiement des compteurs évolués, il ne devrait pas être soumise a des charges supplémentaires suite a une décision hors de sa porté.

Question 33: Etes-vous favorable à une composante de comptage unique pour tous les utilisateurs non-proprétaires de leur compteur en BT  $\leq$  36 kVA?

Les tarifs d'électricité sont actuellement dégressifs, du fait de la part fixe (constituée notamment de la part fixe du TURPE), ce qui revient à cautionner certains usages irrationnels de l'électricité (principalement le chauffage électrique) et à faire payer le prix en partie aux usagers ayant de petits abonnements. Hespul attend du TURPE 5 qu'il prenne en compte cette problématique en modulant la part fixe du TURPE en fonction de la puissance souscrite pour les usagers de puissance inférieure à 36kVA de manière plus franche que cela n'est fait aujourd'hui.

Question 34: Etes-vous favorable à la création d'une composante de gestion unique et spécifique aux autoproducteurs ?

OUI ; le niveau devra être étudié avec soin. Dans le passé, les évaluations et rajustements des coûts de gestion ont été réalisés afin de compenser des frais de gestion du GRD sans pour autant pousser le GRD à améliorer son gestion et diminuer ses coûts.

Question 36: Le cas échéant, êtes-vous favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD ?

OUI